



Lettre du président du PSE, Poul Nyrup Rasmussen, à la présidence de l'Union Européenne

« Monsieur le Président, je vous fais une lettre, que vous lirez peut-être si vous avez le temps » (Boris Vian)

Monsieur le Président,

Lors de leur réunion extraordinaire de ce mercredi, les dirigeants du parti socialiste européen ont pris une décision majeure concernant la manière de contrer la crise économique et financière. La situation est urgente. Tout va désormais dépendre de la volonté politique des gouvernements à joindre leurs forces dans une action commune pour résoudre la situation de crise dans laquelle l'Europe se trouve actuellement. Ceci devrait être la première priorité des chefs de gouvernement européens lors du prochain Conseil européen.

Monsieur le Président, je sais combien il est difficile de trouver un accord sur une action commune. Afin d'obtenir le maximum de résultats, nous devons agir tous ensemble. Actuellement, chaque État membre développe son propre plan national de relance économique mais ce qui leur manque, c'est une dimension européenne. Je sais que les gouvernements ne s'accordent pas sur la question d'une action commune. Mais je vous exhorte, en tant que Président de l'Union Européenne, de lancer un appel dès demain à tous les chefs d'État et de gouvernement, dès demain, en expliquant clairement qu'il est essentiel de lancer une action simultanée à travers l'Europe. C'est du gagnant-gagnant. Le simple fait de coordonner dans le temps vos investissements dans les différentes économies nationales renforcera l'impact positif et évitera une profonde récession caractérisée par des pertes massives d'emplois. Je sais que certains États membres craignent qu'une coordination prenne la forme de transferts budgétaires vers leurs voisins. Mais ce n'est pas le cas. Il ne s'agit pas de faire des transferts budgétaires d'un État membre à l'autre, mais que les États prennent en parallèle la décision de faire des investissements massifs. Ces investissements prioritaires concernent les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, les infrastructures et l'innovation, et le développement de nouvelles compétences pour de nouveaux emplois : en somme, une croissance verte et intelligente. Et s'il vous plaît, n'oubliez pas la dimension sociale : ce ne sont pas les plus démunis, les salariés et les ménages qui doivent payer le prix d'une spéculation irresponsable. Il faut au contraire mettre en place des actions ciblées pour préserver leur retraite, leur épargne, et leur niveau de vie.

Monsieur le Président, il s'agit ici de la crédibilité de l'Europe : les citoyens ne comprendraient pas que les chefs d'État et de gouvernement se coordonnent quand il s'agit de dépenser des milliards pour sauver des banques et en soient incapables lorsqu'il s'agit de sauver les citoyens du chômage massif et de la récession.

Les marchés financiers ont également besoin d'être réformés de toute urgence. J'insiste vivement pour que vous, en tant que Président de l'Union européenne, vous établissiez une nouvelle feuille de route pour la régulation des marchés financiers. Les politiques à mettre en place afin de contrer la récession ne seront pas durables si les marchés financiers ne sont pas mieux régulés. Seuls des marchés qui fonctionnent efficacement et en toute transparence peuvent servir les intérêts de l'économie réelle et permettre des investissements à long terme. Ceux-ci pourront faire de l'Europe l'économie de la

connaissance la plus compétitive au monde, basée sur la cohésion sociale et le développement durable. Monsieur le Président, je sais que certains gouvernements souhaitent que la régulation se fasse au niveau international, tandis que d'autres préfèrent qu'elle se fasse au niveau européen. Il ne s'agit pas de choisir entre l'un ou l'autre, mais de mener les deux de front. Permettons à l'Europe, grâce à sa nouvelle feuille de route pour une régulation européenne, de prendre à nouveau la tête du sommet du prochain G20. Créer une nouvelle architecture financière mondiale prendra du temps – il y a un risque continu de s'enfoncer plus profondément dans la crise financière et l'économie européenne ne peut se permettre de courir un tel risque.

Devant le Parlement européen, vous avez déclaré que vous vouliez que l'Europe fasse la différence sous votre présidence. Le temps est venu pour vous de faire cette différence. L'Europe doit agir de façon décisive : c'est ce que les Européens attendent de vous et c'est donc ce que les dirigeants du PSE vous demandent expressément.